



COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE

CONSEIL COMMUNAL DU 24 JANVIER 2017
GEMEENTERAAD VAN 24 JANUARI 2017

REGISTRE

REGISTER

Présents

Aanwezig

Francis Delpéiée, *Conseiller communal-Président/Gemeenteraadslid-Voorzitter* ,
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre/Burgemeester* ,
Serge de Patoul, Damien De Keyser, Pascal Lefèvre, Christophe De Beukelaer, Caroline Persoons,
Dominique Harmel, Caroline Lhoir, Helmut De Vos, *Échevins/Schepenen* ,
Claude Caiels, Béatrice de Spirlet, Philippe van Cranem, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe,
Françoise de Callatay-Herbiet, Christine Sallé, Priscilla de Bergeyck, Joelle Raskin, Michel
Vandercam, Alexia Bertrand, Georges Dallemagne, Ayméric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien
de Bauw, Cécile Vaincel, Manna Vamvakas, Sophie Liégeois, Claire Renson-Tihon, Odile Callebaut,
Conseillers communaux/Gemeenteraadsliden ,
Anne-Marie Claeys-Matthys, *Présidente du C P A S/Voorzitster van het O C M W* ,
Georges Mathot, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*

Excusés

Verontschuldigd

Willem Draps, Jean-Claude Laes, Alexandre Pirson, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsliden*

Ouverture de la séance à 20:01
Opening van de zitting om 20.01

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

24.01.2017/A/0001 **CC - Adoption du registre des délibérations de la séance du 20.12.2016**

LE CONSEIL,

Considérant que le registre de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 22 et 23 ,

DECIDE d'approuver le registre des délibérations de la séance du 20.12.2016.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

**GR - Goedkeuring van het register der beraadslagingen van de zitting van
20.12.2016**

DE RAAD,

Overwegende dat het register van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name de artikels 22 en 23 ;

BESLUIT het register der beraadslagingen van de zitting van 20.12 2016 goed te keuren

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

Alexia Bertrand entre en séance / treedt in zitting

Aymeric de Lamotte entre en séance / treedt in zitting

Aurélien de Bauw entre en séance / treedt in zitting

Claire Renson-Tihon entre en séance / treedt in zitting

24.01 2017/A/0002 **CC - Interpellation citoyenne à la demande de M. F. de MURGA, citoyen, représentant 43 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins - "Suspension du début d'éventuels travaux place Dumon jusqu'à l'issue de la procédure pendante devant le Conseil d'Etat visant à faire annuler le permis d'urbanisme délivré par la Région de Bruxelles-Capitale le 3 octobre 2016 aux fins de réaménager ladite place"**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 84ter et 89bis ;

Vu le dossier intitulé "Interpellation citoyenne - "Suspension du début d'éventuels travaux place Dumon jusqu'à l'issue de la procédure pendante devant le Conseil d'Etat visant à faire annuler le permis d'urbanisme délivré par la Région de Bruxelles-Capitale le 3 octobre 2016 aux fins de réaménager ladite place"", inscrit à l'ordre du jour de la présente séance du Conseil Communal à la demande de M. F. de MURGA, citoyen, représentant 43 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins ;

ENTEND :

- 1 l'interpellation citoyenne de M F de MURGA et de M M. COURTIN, citoyens, représentant 43 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins, dont résumé ci-après établi par les intéressés :

"Monsieur le Président,

Conformément à l'article 89bis de la Nouvelle Loi Communale, les soussignes vous prient d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine séance de votre Conseil, soit ce 24 janvier, le point suivant :

"Interpellation citoyenne visant à suspendre le début d'éventuels travaux place Dumon jusqu'à l'issue de la procédure pendante devant le Conseil d'Etat visant à faire annuler le permis d'urbanisme délivré par la Région de Bruxelles-

Capitale le 3 octobre 2016 aux fins de réaménager ladite place"

Vous trouverez en annexe une brève note développant nos vives préoccupations à cet égard

Conformément à la loi, nous vous demandons de nous donner la parole en début de séance et d'assurer préalablement la publicité requise pour ce type d'interpellations citoyennes.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de nos bien sincères sentiments.

Annexe :

- **Inquiétude concernant les perturbations sonores** qu'engendreront les festivités pour les riverains au sens large.

- **Inquiétude de voir apparaître des zones mortes, « zone de non droit ... ».**

- **Inquiétude quant aux difficultés de stationnement** général pour les riverains et leurs visiteurs ainsi que pour les clients des restaurants et commerces dont un grand nombre d'entre eux viennent de la périphérie. **Insuffisance des places de parking** vu le nombre d'habitants sur et aux alentours directs de la place

- **Inquiétude concernant la mobilité, embouteillage** en raison de la voie unique (files formées par le tram et les véhicules sur une voie, les rues avoisinantes seront des autoroutes urbaines).

- **Auvent masquant la vue** des habitations autour la place. En cas de grosse pluie risque d'inondation sur la place et donc dans les magasins surtout si l'entretien des égouts n'est pas régulier.

- **Inquiétude quant aux pannes de tram, (aucune alternative pour sortir de l'embouteillage).**

- **Inquiétude concernant la sécurité des piétons** qui sont prioritaires devant la voiture, non prioritaires devant le tram.

- **Inquiétude pour les cyclistes rue de l'Eglise avec le bus. 2 pistes cyclables.**

- **Services de livraison express, médicaments urgents, ambulances, pompiers, non pris en compte.**

- **Inquiétude quant au rétablissement de la circulation avec site propre après travaux avec les arbres plantés, sans rouler sur le piétonnier (plan « B »).**

- **Inquiétude concernant l'emploi, le commerce ne supportera pas les travaux et encore moins l'après travaux."** ;

2. la réponse qui leur est donnée par M. B. CEREXHE, bourgmestre, et par M. D. DE KEYSER, échevin ;

3 les répliques de M. F. de MURGA, citoyen, et de Mme A. PINTELON, citoyenne ;

4. les conclusions de M. D. DE KEYSER, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée

24.01.2017/A/0003 **CC - Interpellation - "Recours introduit par riverains et commerçants contre le projet de réaménagement de la place Dumon" (Mme Anne-Charlotte d'URSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Recours introduit par riverains et commerçants contre le projet de réaménagement de la place Dumon"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :
"Monsieur le Bourgmestre, Monsieur l'échevin de l'urbanisme, Mi-décembre, la presse rapportait que des riverains et des commerçants de la place Dumon avaient introduit un recours en annulation devant le conseil d'Etat contre le permis d'urbanisme délivré par la Région en date du 3 octobre. Dans ce contexte d'incertitude quant à l'issue du dossier et la possible annulation du permis, quelle est l'attitude du Collège aujourd'hui ? Les travaux vont-ils commencer comme prévu fin février 2017 ? Si les travaux débutent sans connaître le résultat du recours, quel est le risque encouru par la commune ? Pourriez-vous décrire les différentes phases de travaux ?" ;
2. de même que les interventions respectives de Mme A. Bertrand, Mme J Raskin, M. G. Dallemagne, M. P. van Cranem et M. T. Verheyen, conseillers communaux ;
3. la réponse qui leur est donnée par M. B. CEREXHE, bourgmestre, et par M. D. DE KEYSER, échevin ;
4. les répliques de Mme A.-C. d'URSEL, conseiller communal ,
5. les conclusions de M. D. DE KEYSER, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

Béatrice de Spirlet quitte la séance / verlaat de zitting

24.01.2017/A/0004 **CC - A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée - Représentation de la commune au sein des assemblées générales et proposition dans le cadre de la représentation de la commune au sein des conseils d'administration et dans le cadre de l'attribution de fonctions - Diverses A.S.B.L. - Fixation et modifications**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il paraît :

1. nécessaire de communiquer à l'assemblée générale ou au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale ;
2. opportun de proposer à l'assemblée générale des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration ;
3. opportun de proposer au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de l'attribution de fonctions,

dans les A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée, pour la suite de la mandature 2013-2018, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2018, Vu les statuts desdites A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée ,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 120 § 2 ;

Vu les divers mouvements intervenus à ce jour au sein des instances desdites A.S.B.L. en termes de départ et de remplacement au cours de la présente mandature ;

Vu les diverses délibérations antérieures prises en la matière ;

Vu le souhait du Conseil communal d'organiser la représentation de la commune au sein desdites A.S.B.L. de manière à en assurer une gestion en adéquation avec la composition du Conseil communal ;

DECIDE :

1. de communiquer à l'assemblée générale ou au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein de l'assemblée générale ;
2. de proposer à l'assemblée générale des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de la représentation de la commune au sein du conseil d'administration ;
3. de proposer au conseil d'administration des A.S.B.L. concernées le nom des personnes retenues dans le cadre de l'attribution de fonctions,

dans les A.S.B.L. dans lesquelles la commune est statutairement représentée, pour la suite de la mandature 2013-2018, soit jusqu'au prochain renouvellement des conseils communaux bruxellois qui interviendra après les élections communales d'octobre 2018, à savoir les personnes suivantes :

A.S.B.L. W:HALLL - CENTRE CULTUREL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE :

Woluwe + Cerexhe :

- M. Pascal BARRECHIA, membre de l'assemblée générale en remplacement de M. Francis DELPÉRÉE et membre du conseil d'administration.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

GR - V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is - Vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergaderingen en voorstel in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de raden van bestuur en in het kader van de toekenning van diverse functies - Diverse V.Z.W.'s - Vaststelling en wijzigingen

DE RAAD,

Overwegende dat het :

1. nodig is aan de algemene vergadering of aan de raad van bestuur van de

- betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen mee te delen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering ;
2. aangewezen is aan de algemene vergadering van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de raad van bestuur ;
 3. aangewezen is aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de toekenning van functies,

in de V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor het vervolg van de ambtstermijn 2013-2018, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2018 ;

Gelet op de statuten van voornoemde V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name het artikel 120 § 2 ,

Gelet op de diverse verschuivingen die tot op heden plaatsvonden bij de instanties van voornoemde V.Z.W.'s in termen van vertrek en vervanging tijdens deze ambtstermijn ;

Gelet op de diverse vorige beraadslagingen die terzake genomen werden ;

Gelet op de wens van de Gemeenteraad om de vertegenwoordiging van de gemeente binnen de voornoemde V.Z.W.'s te regelen teneinde een beleid te waarborgen dat afgestemd is op de samenstelling van de Gemeenteraad ;

BESLUIT ·

1. aan de algemene vergadering of aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen mee te delen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de algemene vergadering ;
2. aan de algemene vergadering van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de vertegenwoordiging van de gemeente op de raad van bestuur ;
3. aan de raad van bestuur van de betrokken V.Z.W.'s de naam van de weerhouden personen voor te stellen in het kader van de toekenning van functies,

in de V.Z.W.'s binnen dewelke de gemeente statutair vertegenwoordigd is, voor het vervolg van de ambtstermijn 2013-2018, hetzij tot de volgende vernieuwing van de Brusselse gemeenteraden die zal plaatsgrijpen na de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2018, te weten de volgende personen :

V.Z.W. "W:HALL - CENTRE CULTUREL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" :

Woluwe + Cerexhe :

- Dhr. Pascal BARRECHIA, lid van de algemene vergadering ter vervanging van Dhr. Francis DELPÉRIÉE en lid van de raad van bestuur.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers . 29 positieve stemmen.

Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

24.01.2017/A/0005 **CC - Cure de l'église Saint-Pierre - Remplacement de la chaudière - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 alinéa 1 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée sans publicité - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.12.2016 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits – Financement – Exercice 2016**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2 ;
Vu la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 1, 1°, c) ;
Vu l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.12.2016 prise en application des articles 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, dans le cadre du marché n° 2016.208/A//2016.E134.01/BAT.EF-RA de travaux urgents et imprévisibles de l'exercice 2016 relatif au remplacement de la chaudière de la cure de l'église Saint-Pierre, tant en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription budgétaire des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.12.2016 prise en application des articles 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et décidant notamment de choisir, comme mode de passation du marché n° 2016.208/A//2016.E134.01/BAT.EF-RA de travaux urgents et imprévisibles de l'exercice 2016 relatif au remplacement de la chaudière de la cure de l'église Saint-Pierre, la procédure négociée sans publicité et de consulter au minimum 3 firmes en application de l'article 26, § 1, 1°, c) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée ,

DECIDE .

- 1 d'admettre la dépense résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 08.12.2016 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 12.998,48 EUR, hors T.V.A., soit

- 15.728,16 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
2. de procéder à l'inscription budgétaire, d'une part, d'un crédit de dépense d'un montant de 16.000,00 EUR à l'article 7900/724-60//081 (travail 134) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2016 et, d'autre part, d'un crédit de recette d'un montant de 16.000,00 EUR à l'article 7900/995-51 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2016 et de prévoir, lors de la modification budgétaire de clôture de l'exercice 2016, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
 3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaire FRE-F.060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants . 29 votes positifs.

GR - Pastoorwoning van de kerk Sint-Pieters - Vervanging van de verwarmingsketel - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 alinea 1 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.12.2016 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2016

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 alinea 1, 236 en 249 § 1 alinea 2 ,
Gelet op de wet van 15.06 2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, met name artikel 26, § 1, 1^o, c) ,

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.12.2016 genomen in toepassing van artikels 234 alinea 1, 236 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, in het kader van de opdracht nr 2016.208/A//2016.E134.01/BAT.EF-RA van het dienstjaar 2016 betreffende de vervanging van de verwarmingsketel van de pastoorwoning van de kerk Sint-Pieters, zowel op het gebied van keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 08.12.2016 genomen in toepassing van artikels 234 alinea 1, 236 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en waarbij met name besloten wordt als gunningswijze van de opdracht nr. 2016 208/A//2016 E134.01/BAT.EF-RA van het

dienstjaar 2016 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vervanging van de verwarmingsketel van de pastoorwoning van de kerk Sint-Pieters, de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te kiezen en minimum 3 firma's te raadplegen, in toepassing van het artikel 26, § 1, 1^o, c) van de wet van 15 06.2006, zoals gewijzigd ,

BESLUIT :

1. in te stemmen met de uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 08.12.2016 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 12.998,48 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 15.728,16 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 16.000,00 EUR op het artikel 7900/724-60//081 (werk 134) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 16.000,00 EUR op het artikel 7900/995-51 (afhouding op BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2016 over te gaan en de opnemng, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de begrotingswijziging tot sluiting van het dienstjaar 2016 te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen BRF-F.060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Secrétariat - Secretariaat

24.01.2017/A/0006 **CC - Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée sans publicité - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Financement - Exercices 2016 et 2017**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 alinéa 3 ;

Vu la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 1, 1^o, a) ;

Vu l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ,

Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestres et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix du mode de passation et fixation des conditions des marchés passés par voie de procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 1^o, a) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, en raison d'un devis estimatif inférieur ou égal à 85 000,00 EUR, hors T.V.A.;

PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestres et Echevins, dont liste établie en annexe, prises en application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix du mode de passation et fixation des conditions du marché défini ci-après et passé par voie de procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 1^o, a) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée, en raison d'un devis estimatif inférieur ou égal à 85.000,00 EUR, hors T.V.A.;

DECIDE de financer les dépenses relatives auxdits marchés soit au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires, soit au moyen d'emprunts à conclure auprès d'un organisme financier, soit au moyen de subsides à percevoir du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ou autres

Le Conseil prend connaissance et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs

GR - Opdrachten van werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Kennisneming van beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Financiering - Dienstjaren 2016 en 2017

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 alinea 3 ;

Gelet op de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, met name artikel 26, § 1, 1^o, a) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen aan de Gemeenteraad ter informatie voor te leggen, beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet en houdende keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdrachten toegekend via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 26, § 1, 1^o, a) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, omwille van een raming kleiner dan of gelijk aan 85 000,00 EUR, B T W exclusief ;

NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en

Schepenen, waarvan lijst in bijlage, genomen in toepassing van het artikel 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet en houdende keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de hierna bepaalde opdracht, toegekend via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 26, § 1, 1°, a) van de wet van 15.06.2006, zoals gewijzigd, omwille van een raming kleiner dan of gelijk aan 85.000,00 EUR, B.T.W. exclusief ;

BESLUIT de uitgaven van de desbetreffende opdrachten te financieren hetzij door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen, hetzij door middel van leningen aan te gaan bij een financiële instelling, hetzij door middel van subsidies te verkrijgen bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of andere.

De Raad neemt kennis en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Logement - Huisvesting

24.01.2017/A/0007 **CC - Logement - Politique de lutte contre les logements inoccupés de la commune de Woluwe-Saint-Pierre - Règlement-taxe relatif aux immeubles inachevés ou inoccupés - Perception directe de l'amende administrative par la Région de Bruxelles-Capitale - Rétrocession des 85 % du produit des amendes administratives encaissées par la Région en cas de logements inoccupés - Convention 2016 - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 17.07.2003 portant le code Bruxellois du Logement, notamment l'article 23 ;

Vu l'ordonnance du 30.04.2009 visant à ajouter un chapitre V dans le titre III dudit code Bruxellois du logement relativement aux sanctions en cas de logements inoccupés, à modifier l'ordonnance du 12 12 1991 créant des fonds budgétaires et à modifier le Code judiciaire ;

Vu le règlement-taxe relatif aux immeubles inachevés, inoccupés ou manifestement abandonnés, voté par le Conseil communal en séance du 19.11.2013, devenu obligatoire en date du 25.11.2013, applicable pour la période du 01.01.2014 au 31.12 2019 ;

Vu le règlement-taxe relatif aux immeubles inachevés, inoccupés ou manifestement abandonnés, voté par le Conseil communal en séance du 16.12.2014, devenu obligatoire en date du 22.12.2014, applicable pour la période du 01.01.2015 au 31.12 2019 et excluant les logements inoccupés de son champs d'application ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale est dès lors seule compétente pour infliger des amendes administratives en cas de logements inoccupés sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant que l'ordonnance du 30.04.2009 prévoit que 85 % du produit des amendes

administratives infligées par la Région en cas de logements inoccupés sont ristournés à la commune sur le territoire de laquelle se situent les logements inoccupés ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27.01.2015 adoptant la convention-cadre entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Région de Bruxelles-Capitale relativement à la rétrocession des 85 % du produit des amendes administratives encaissées par la Région en cas de logements inoccupés situés sur le territoire de la commune, convention d'une durée d'un an prenant cours le 01.01.2015 pour finir de plein droit le 31.12.2015 ;

Vu la convention-cadre signée en date du 20.02.2015 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23.02.2016 adoptant la convention entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Région de Bruxelles-Capitale relativement à la rétrocession des 85 % du produit des amendes administratives encaissées par la Région en cas de logements inoccupés situés sur le territoire de la commune, convention d'une durée de trois ans prenant cours le 01.01.2016 pour finir de plein droit le 31.12.2018 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 06.10.2016 octroyant une subvention de 15.479,35 EUR à la commune de Woluwe-Saint-Pierre pour l'année budgétaire 2016 en rétrocession des 85 % du produit des amendes administratives encaissées par la Région de Bruxelles-Capitale en cas de logements inoccupés pour l'exercice 2015 et l'arrêté modificatif du 15.12.2016 ,

Considérant que la subvention sera liquidée en deux tranches, soit la première de 90 % sur présentation d'une déclaration de créance introduite après notification de l'arrêté du 06.10.2016 précité et la seconde de 10% sur présentation au plus tard le 30.06.2018 d'une deuxième déclaration de créance, précédée par la présentation du décompte final des recettes, des dépenses, des pièces justificatives et d'un rapport d'activités ,

Considérant qu'une "Convention 2016" annexée à l'arrêté du 06.10.2016 précise les modalités de mise à disposition et de contrôle de la subvention ;

Vu le courrier de la Région de Bruxelles-Capitale du 13.12.2016 invitant la commune à lui renvoyer trois exemplaires signés de ladite convention et la déclaration de créance relative à la première tranche (90 %) dûment complétée et signée ,

Considérant que ladite déclaration de créance a été transmise à la Région de Bruxelles-Capitale en date du 23.12.2016 ;

Considérant qu'il convient de renvoyer à la Région de Bruxelles-Capitale la "Convention 2016" dûment signée relative aux modalités de mise à disposition de la commune de la subvention de la région d'un montant de 15.479,35 EUR conformément à l'arrêté modificatif du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15.12.2016 ;

DECIDE d'adopter la "Convention 2016" ci-annexée à intervenir entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Région de Bruxelles-Capitale relativement aux modalités de mise à disposition de la commune de Woluwe-Saint-Pierre d'une subvention d'un montant de 15.479,35 EUR pour l'année budgétaire 2016 en rétrocession des 85 % du produit des amendes administratives encaissées par la Région de Bruxelles-Capitale en cas de logements inoccupés pour l'exercice 2015, soit une liquidation d'un montant de 13.931,42 EUR (90%) et d'un montant de 1 547,93 EUR (10%), conformément aux arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 06.10.2016 et du 15.12.2016.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

Famille - Jeunesse - Seniors - Service social - Famille - Jeugd - Senioren - Sociale dienst

24.01.2017/A/0008 **CC - Aide aux personnes migrantes, aux personnes sans-abri, aux personnes dites "roms" et aux gens du voyage - C.P.A.S. - Octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13.02.2003 et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15.12.2016 - Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Woluwe-Saint-Pierre - Approbation - Année 2016**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13.02.2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15.12.2016 attribuant aux dix-neuf communes de la Région bruxelloise une subvention spéciale de 912 015,00 EUR pour l'année 2016 en application de l'ordonnance du 13.02.2003 ;

Considérant que l'aide aux personnes migrantes, aux personnes sans-abri, aux personnes dites "roms" et aux gens du voyage est une tâche d'intérêt communal ;

Considérant que les Centres Publics d'Action Sociale participent au premier plan à cette tâche ;

Considérant que l'exercice de cette tâche entraîne un déficit budgétaire des Centres Publics d'Action Sociale, pris en charge par les communes ;

Considérant que l'intervention de la Région de Bruxelles-Capitale permet de contribuer à l'assainissement des finances des communes qui assument ce déficit ;

Considérant que, dans ce cadre, l'arrêté précité octroie à la commune de Woluwe-Saint-Pierre une subvention d'un montant de 10.446,20 EUR ;

Vu la convention relative à l'octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale à conclure notamment entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Woluwe-Saint-Pierre en vue de l'obtention dudit subside ;

DECIDE, dans le cadre de l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13.02.2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale et dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15.12.2016 attribuant aux dix-neuf communes de la Région bruxelloise une subvention spéciale de 912.015,00 EUR pour l'année 2016 en application de l'ordonnance du 13.02.2003, d'approuver la convention relative à l'octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale à conclure notamment entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Woluwe-Saint-Pierre, telle que reprise en annexe.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants . 29 votes positifs.

GR - Bijstand aan migranten, daklozen, zogenaamde "Roma" en woonwagenbewoners - O.C.M.W. - Toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in toepassing van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 13.02.2003 en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15.12.2016 - Overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe - Goedkeuring - Jaar 2016

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 13.02.2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15.12.2016 tot toekenning van een bijzondere subsidie van 912.015,00 EUR voor het jaar 2016 aan de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in toepassing van de ordonnantie van 13.02.2003 ;

Overwegende dat het verlenen van bijstand aan migranten, daklozen, zogenaamde "Roma" en woonwagenbewoners een taak van gemeentelijk belang vormt ;

Overwegende dat de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn in eerste lijn aan het vervullen van deze taak deelnemen ;

Overwegende dat het vervullen van deze taak leidt tot een begrotingstekort van de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn dat door de gemeenten ten laste wordt genomen ;

Overwegende dat de tegemoetkoming van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan bijdragen tot de aanzuivering van de financiën van de gemeenten die dit tekort ten laste nemen ,

Overwegende dat, in dit kader, het bovenvermeld besluit aan de gemeente Sint-Pieters-Woluwe een subsidie van 10.446,20 EUR toekent ;

Gelet op de overeenkomst met betrekking tot de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest onder meer te sluiten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor het toekennen van de deze toelage ;

BESLUIT, in het kader van de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 13.02.2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en in het kader van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15.12.2016 tot toekenning van een bijzondere subsidie van 912.015,00 EUR voor het jaar 2016 aan de negentien gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in toepassing van de ordonnantie van 13.02.2003, de overeenkomst goed te keuren met betrekking tot de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest onder meer te sluiten tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, zoals in bijlage opgenomen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen

Budget Comptabilité - Begroting Boekhouding

24 01.2017/A/0009 **CC - A.S.B.L. ART ET CULTURE A WOLUWE-SAINT-PIERRE - Exercice d'activité 2015/2016 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.2016 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2016 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. ART ET CULTURE A WOLUWE-SAINT-PIERRE ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.12.2013 désignant la S.P.R.L. K.P.M.G., avenue du Bourget 40, 1030 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2014, 2015 et 2016 ;

Vu le rapport établi en date du 22.12.2016 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 30.06.2016 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L. à cette date ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. ART ET CULTURE A WOLUWE-SAINT-PIERRE pour l'exercice d'activité 2015/2016 ,

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts

déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides 2016 par ladite A.S.B.L. ainsi que les documents comptables de l'exercice d'activité présentés par cette association peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2015/2016 de l'A.S.B.L. ART ET CULTURE A WOLUWE-SAINT-PIERRE :

1. compte d'exploitation générale 2015/2016 :

• charges	428.191,83 EUR
• produits	518.288,53 EUR
• résultat positif	90.096,70 EUR

2. bilan 2015/2016 :

• actif-passif	192.969,83 EUR
----------------	----------------

Le Conseil prend acte.

GR - V.Z.W. "ART ET CULTURE A WOLUWE-SAINT-PIERRE"- Dienstjaar 2015/2016 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14 11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1 239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeïst op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W. 's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.2016 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2016 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "ART

ET CULTURE A WOLUWE-SAINT-PIERRE" ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.12.2013 die de B.V.B.A. K.P.M.G., Bourgetlaan 40, 1030 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2014, 2015 en 2016 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 22.12.2016 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 30.06.2016 een getrouw beeld geeft van het patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van voornoemde V.Z.W. op deze datum ,

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W. "ART ET CULTURE A WOLUWE-SAINT-PIERRE" voor het dienstjaar 2015/2016 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen 2016 door voornoemde V.Z.W. evenals de boekhoudkundige stukken van het dienstjaar voorgelegd door deze vereniging bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2015/2016 van de V.Z.W. "ART ET CULTURE A WOLUWE-SAINT-PIERRE" .

1. algemene exploitatierekening 2015/2016 :

• lasten	428.191,83 EUR
• opbrengsten	518.288,53 EUR
• batig resultaat	90.096,70 EUR

2. balans 2015/2016 :

• actief-passief	192.969,83 EUR
------------------	----------------

De Raad neemt akte.

24.01.2017/A/0010 **CC - A.S.B.L. MEDIATHEQUE COMMUNALE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE - Exercice d'activité 2015/2016 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un

rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1 239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24 789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.2016 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2016 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. MEDIATHEQUE COMMUNALE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.12.2013 désignant la S.P.R.L. K.P.M.G., avenue du Bourget 40, 1030 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2014, 2015 et 2016 ;

Vu le rapport établi en date du 04.01.2017 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 30.06.2016 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L. à cette date ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. MEDIATHEQUE COMMUNALE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE pour l'exercice d'activité 2015/2016 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ,

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides 2016 par ladite A.S.B.L. ainsi que les documents comptables de l'exercice d'activité présentés par cette association peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2015/2016 de l'A.S.B.L. MEDIATHEQUE COMMUNALE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE .

1. compte d'exploitation générale 2015/2016 :

• charges	240.784,81 EUR
• produits	186.283,90 EUR
• résultat négatif	54.500,91 EUR

2. bilan 2015/2016 :

Le Conseil prend acte.

**GR - V.Z.W. "MEDIATHEQUE COMMUNALE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE"
- Dienstjaar 2015/2016 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W. 's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.2016 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2016 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "MEDIATHEQUE COMMUNALE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.12.2013 die de B.V.B.A. K.P.M.G., Bourgetlaan 40, 1030 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2014, 2015 en 2016 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 04.01.2017 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 30.06.2016 een getrouw beeld geeft van het patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van voornoemde V.Z.W. op deze datum ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W. "MEDIATHEQUE COMMUNALE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" voor het dienstjaar 2015/2016 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de

bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;
Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen 2016 door
voornoemde V.Z.W. evenals de boekhoudkundige stukken van het dienstjaar
voorgelegd door deze vereniging bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde
conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar
2015/2016 van de V.Z.W. "MEDIATHEQUE COMMUNALE DE WOLUWE-SAINT-
PIERRE" .

1. algemene exploitatierekening 2015/2016 :

• lasten	240.784,81 EUR
• opbrengsten	186.283,90 EUR
• nadelig resultaat	54.500,91 EUR

2. balans 2015/2016 :

• actief-passief	78.156,77 EUR
------------------	---------------

De Raad neemt akte.

Taxes - Belastingen

24.01.2017/A/0011 **CC - Règlement relatif aux centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique - Exercice d'imposition 2017 - Fixation du taux**

LE CONSEIL,

Vu la Constitution, notamment l'article 170, § 4, ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du 23.12.2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, notamment l'article 13 ;

Vu l'ordonnance du 21.12.2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, notamment les chapitres III, IV, V, VI, VII, et VIII du Titre I, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ,

Vu l'arrêté du 16.07 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la Commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les

ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et du financement de ses missions de service public ,

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE :

Article 1.-

Il est établi, au profit de la Commune de Woluwe-Saint-Pierre, pour l'exercice d'imposition 2017, 4.384 centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Article 2.-

L'établissement et la perception de ces centimes additionnels s'effectueront par les soins du Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Article 3.-

Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 19 votes positifs, 10 abstentions.

Abstentions : Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Sophie Liégeois, Odile Callebaut.

GR - Reglement betreffende de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies - Aanslagjaar 2017 - Vaststelling van de aanslagvoet

DE RAAD,

Gelet op de Grondwet, met name artikel 170, § 4 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de ordonnantie van 23.12.2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, met name artikel 13 ;

Gelet op de ordonnantie van 21.12.2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met name hoofdstukken III, IV, V, VI, VII et VIII van Titel I en latere wijzigingen ,

Gelet op de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen ,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16.07 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen ;

Overwegende dat de Gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ,

BESLUIT ·

Artikel 1.-

Er worden voor het aanslagjaar 2017, ten voordele van de Gemeente Sint-Pieters-

Woluwe, 4.384 opcentiemen geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

Artikel 2.-

De vaststelling en de inning van deze opcentiemen zullen gebeuen door toedoen van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Artikel 3.-

Dit reglement wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed

29 stemmeis : 19 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

Onthoudingen : Claude Carels, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Sophie Liégeois, Odile Callebaut.

24.01.2017/A/0012 **CC - Règlement-taxe relatif aux chambres d'hôtels, de pensions et autres chambres garnies - Suppression**

LE CONSEIL,

Vu le règlement-taxe relatif aux chambres d'hôtels, de pensions et autres chambres garnies, voté par le Conseil communal en séance du 16.12.2014, devenu obligatoire en date du 22.12.2014, applicable pour la période du 01.01.2015 au 31.12.2019 ,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ,

Vu l'ordonnance du 03.04.2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, modifiée le 12.02 2015 ;

Vu l'ordonnance du 23.12 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, notamment l'article 13 ;

Vu le règlement relatif aux centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, voté par le Conseil communal au cours de ladite séance, applicable pour l'exercice d'imposition 2017 ,

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE de supprimer le règlement-taxe relatif aux chambres d'hôtels, de pensions et autres chambres garnies.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants · 29 votes positifs.

GR - Belastingreglement betreffende de hotel- en pensionkamers en andere gemeubelde kamers - Afschaffing

DE RAAD,

Gelet op het belastingreglement betreffende de hotel- en pensionkamers en andere gemeubelde kamers, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 16.12.2014, verbindend geworden op datum van 22 12.2014, toepasselijk voor de periode van 01.01.2015 tot 31.12.2019 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ,
Gelet op de ordonnantie van 03.04.2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, gewijzigd op 12.02.2015 ;
Gelet op de ordonnantie van 23.12.2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, met name artikel 13 ;
Gelet op het reglement betreffende de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies, gestemd door de Gemeenteraad tijdens deze zitting, toepasselijk voor het aanslagjaar 2017 ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;
BESLUIT het belastingreglement betreffende de hotel- en pensionkamers en andere gemeubelde kamers af te schaffen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Développement durable Agenda 21 - Duurzame ontwikkeling Agenda 21

24.01.2017/A/0013 **CC - Agenda 21 - Mois du développement durable 2017 Woluwe-Saint-Pierre - Concours photo "Energie Box 2017" - Règlement - Approbation - Exercice 2017**

LE CONSEIL,

Vu le plan d'actions en faveur du développement durable intitulé "Agenda 21" de la commune de Woluwe-Saint-Pierre, arrêté en séance du Collège des Bourgmestres et Echevins du 13.12.2011 et approuvé en séance du Conseil communal du 22.12.2011 ,
Considérant les axes 1 et 5 du Chapitre II de ce plan d'actions respectivement intitulés "Vers la sensibilisation des acteurs publics et privés à l'utilisation rationnelle de l'énergie (URE)" et "Vers un recours accru aux énergies renouvelables" ;

Considérant que le service Développement durable centre ses activités de sensibilisation et d'information à l'attention des citoyens sur l'organisation d'un mois thématique et que l'énergie est la thématique retenue pour le mois du développement durable 2017 ;

Considérant le souhait du service de sensibiliser les habitants aux questions relatives aux consommations énergétiques et sa proposition d'organiser un Concours photo "Energie Box 2017" en vue de promouvoir par le biais des réseaux sociaux les activités organisées durant ce mois du développement durable 2017 ;

Considérant qu'un crédit de 200,00 EUR pour l'attribution de prix à l'occasion dudit concours est inscrit à l'article 8790/123-48 du service ordinaire du budget de l'exercice 2017, sous réserve de son approbation par l'autorité de tutelle ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver le règlement dudit concours ;

DECIDE, sous réserve d'approbation par l'autorité de tutelle des crédits nécessaires inscrits à cet effet à l'article 8790/123-48 du service ordinaire du budget de l'exercice 2017, dans les limites des crédits disponibles et, le cas échéant, dans les limites des douzièmes provisoires des crédits budgétaires, d'approuver le règlement du concours

dénommé Concours photo "Energie box 2017", ci-annexé.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
29 votants : 29 votes positifs.

GR - Agenda 21 - Maand van de duurzame ontwikkeling 2017 Sint-Pieters-Woluwe - Fotowedstrijd "Energie Box 2017" - Reglement - Goedkeuring - Dienstjaar 2017

DE RAAD,

Gelet op het actieplan van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ten bate van de duurzame ontwikkeling "Agenda 21" genaamd, vastgesteld in zitting van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.12.2011 en goedgekeurd in zitting van de Gemeenteraad van 22.12.2011 ;

Gelet op de hoofdlijnen 1 en 5 van Hoofdstuk II van dit actieplan respectievelijk getiteld "Naar een sensibilisering van de publieke en private actoren voor het rationeel energieverbruik (REG)" en "Naar een groeiend gebruik van hernieuwbare energie" ;

Overwegende dat de dienst Duurzame Ontwikkeling haar informatie- en sensibiliseringsactiviteiten voor de burgers toespitst op een themamaand en dat energie als thema werd weerhouden voor de maand van de duurzame ontwikkeling 2017 ;

Overwegende de wens van de dienst om de inwoners te sensibiliseren voor vragen met betrekking tot het energieverbruik en haar voorstel om een Fotowedstrijd "Energie Box 2017" te organiseren om via de sociale netwerken de activiteiten te bevorderen die tijdens de maand van de duurzame ontwikkeling georganiseerd worden ;

Overwegende dat, voor de toekenning van de prijs van deze wedstrijd, een krediet van 200,00 EUR is ingeschreven op artikel 8790/123-48 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017, onder voorbehoud van goedkeuring door de toezichthoudende overheid ;

BESLUIT, onder voorbehoud van goedkeuring door de toezichthoudende overheid van de vereiste kredieten daartoe inschreven op artikel 8790/123-48 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2017, binnen de beschikbare kredieten en, in voorkomend geval, binnen de perken van de voorlopige twaalfden van de begrotingskredieten, bijgevoegd wedstrijdreglement van de Fotowedstrijd "Energie Box 2017" goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
29 stemmers · 29 positieve stemmen.

24.01.2017/A/0014 **CC - Agenda 21 - Réseau des Give-Boxes de Woluwe-Saint-Pierre - Accord sur la convention de mise à disposition de Give-Boxes par la commune au sein des bâtiments des institutions partenaires volontaires**

LE CONSEIL,

Vu le plan d'actions en faveur du développement durable intitulé "Agenda 21" de la commune de Woluwe-Saint-Pierre, arrêté en séance du Collège des Bourgmestres et Echevins du 13.12.2011 et approuvé en séance du Conseil communal du 22.12.2011 ;
Considérant l'axe 2 du Chapitre III de ce plan d'actions intitulé "Vers un espace public

propre et une éco-gestion des déchets" et visant notamment à encourager le public à diminuer la quantité de déchets ;

Considérant qu'une Give-box est une armoire accessible à tous, fonctionnant sur le mode du partage et permettant de donner une seconde vie à de petits objets en bon état qui ne sont plus utilisés par leur propriétaire et que les objectifs principaux des Give-Boxes sont le développement d'une solidarité/convivialité de quartier allié à la minimisation de l'impact de notre consommation sur l'environnement et les ressources ,
Considérant les résultats positifs de l'expérience pilote d'installation d'une Give-Box en milieu public "contrôlé", menée en partenariat avec le centre communautaire GC Kontakt depuis septembre 2015 ;

Considérant l'intérêt de plusieurs institutions partenaires de la commune, dont notamment le C.P.A.S., certains centres communautaires et bibliothèques de la commune, pour l'installation d'une Give-Box au sein de leur bâtiment ;

DECIDE de marquer son accord sur la convention ci-annexée visant la mise à disposition de Give-Boxes par la commune au sein des bâtiments des institutions partenaires volontaires.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants · 29 votes positifs.

GR - Agenda 21 - Netwerk van Give-Boxen van Sint-Pieters-Woluwe - Instemming met de overeenkomst voor het ter beschikking stellen van Give-Boxen door de gemeente in de gebouwen van de vrijwillige partnerinstellingen

DE RAAD,

Gelet op het actieplan ten gunste van de duurzame ontwikkeling genoemd "Agenda 21" van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, vastgesteld in zitting van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.12.2011 en goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2011 ;

Overwegende de hoofdlijn 2 van Hoofdstuk III van voornoemd plan getiteld "Naar een schone openbare ruimte en een ecologisch beheer van het afval" gericht op het stimuleren van het publiek om de hoeveelheid afval te verminderen ,

Overwegende dat een Give-box een kast is toegankelijk voor iedereen, die werkt volgens het principe van delen en die het mogelijk maakt een nieuw leven te geven aan kleine voorwerpen in goede staat die niet meer door hun eigenaar worden gebruikt en dat de hoofddoelstellingen van Give-Boxes de ontwikkeling beogen van een solidariteits-/vriendelijke wijk waarbij ook de impact van onze consumptie op het milieu en de productiebronnen wordt geminimaliseerd ;

Overwegende de positieve resultaten van de experimenteerervaring, gevoerd in samenwerking met het Gemeenschapscentrum Kontakt sinds september 2015, waarbij een Give-box in een openbare ruimte "met toezicht" geplaatst werd ;

Overwegende het belang van verschillende partnerinstellingen van de gemeente waaronder met name het O.C M.W , bepaalde gemeenschapscentra en bibliotheken van de gemeente, voor de plaatsing van een Give-Box in hun gebouw ;

BESLUIT in te stemmen met de bijgevoegde overeenkomst betreffende het ter beschikking stellen van Give-Boxen door de gemeente in de gebouwen van de vrijwillige partnerinstellingen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Carla Dejonghe quitte la séance / verlaat de zitting
Christine Sallé quitte la séance / verlaat de zitting

Secrétariat - Secretariaat

24.01 2017/A/0015 CC - Interpellation - "Crèches communales : état des lieux de notre capacité d'accueil" (M. Tanguy VERHEYEN)

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Crèches communales : état des lieux de notre capacité d'accueil"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Tanguy VERHEYEN, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Tanguy VERHEYEN, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé .

"Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les membres du Collège,

La recherche d'une crèche pour les parents aujourd'hui devient un exercice de plus en plus périlleux. Non seulement les places se font rares mais, de plus, les alternatives privées sont souvent très onéreuses et difficilement accessibles pour de nombreux ménages. Face à cette situation, le service public se doit d'être au rendez-vous en proposant un service à la hauteur des enjeux et des attentes de nos habitants.

Je souhaite obtenir un état des lieux des crèches de notre commune.

- Combien de demandes ont été recensées par nos services ces 5 dernières années (et ce, pour chaque année) ?
- Combien de places en crèche, et par tranche d'âge, dispose notre commune depuis ces 5 dernières années (et ce, pour chaque année) ?
- Comment l'attribution des places s'effectue par les services ?
- Quel est le coût actuel et de quel manière est-il calculé pour les enfants en crèche ? Comment a-t-il évolué ces 5 dernières années (et ce, pour chaque année) ?
- Le système d'inscription unique a-t-il bien été mis en place ? Quelle évaluation faites-vous de ceci ?
- Quels projets sont actuellement à l'étude concernant les crèches communales et notre capacité d'accueil ? Quels objectifs se pose le

Collège des Bourgmestre et Echevins en la matière ?" ;

2. la réponse qui lui est donnée par M. C. DE BEUKELAER, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

24.01.2017/A/0016 **CC - Interpellation - "Transparence en matière de rémunération des mandats publics locaux" (M. Aurélien DE BAUW et M. Aymeric de LAMOTTE)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Transparence en matière de rémunération des mandats publics locaux"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Aurélien DE BAUW et M. Aymeric de LAMOTTE, conseillers communaux ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Aurélien DE BAUW et M. Aymeric de LAMOTTE, conseillers communaux, dont résumé ci-après établi par M. Aymeric de LAMOTTE :

"Monsieur le Bourgmestre,

Nous vous avons adressé une question écrite dans laquelle nous vous demandions de nous communiquer toutes les rémunérations (rémunération fixe, jetons de présence, voyages officiels, etc.) des mandats (rémunérés) électifs et non électifs pour l'année 2016. Nous vous y avons également demandé de connaître le nombre de réunions par organe (e.g. CA de l'intercommunale Hydrobru) ainsi que le nombre de présences effectives par mandataire rémunéré.

Oralement, nous aimerions vous demander si dorénavant les informations à propos des rémunérations des mandataires pouvaient être disponibles dans les rapports annuels de chaque organisme public ainsi que sur le rapport annuel de la commune remis en même temps que le budget. Ainsi, comment se fait-il que les rémunérations du Bourgmestre et des Echevins par exemple ne soient pas publiées dans les rapports annuels de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ? En effet, l'article 7 de l'ordonnance du 12 janvier 2006 concernant la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois oblige à chaque organisme public de comprendre dans son rapport un relevé détaillé des rémunérations et avantages de toute nature ainsi que de tous les frais de représentation octroyés à ses mandataires publics et une liste de tous les voyages auxquels chacun de ses mandataires publics a participé dans le cadre de l'exercice de ses fonctions." ;

2 la réponse qui lui est donnée par M. B. CEREXHE, bourgmestre ;

3 de même que l'intervention M. A. DE BAUW, conseiller communal.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Absence d'agent sanctionnateur chez nos gardiens de la paix"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M Aurélien DE BAUW, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M Aurélien DE BAUW, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du Collège,
Nous sommes régulièrement interpellés par nos concitoyens concernant des incivilités croissantes dans nos quartiers. En effet, qui d'entre nous n'a pas entendu les plaintes concernant la dégradation de la propreté publique ? Qu'il s'agisse de déjections canines ou bien de mégots jetés par terre ou alors de véhicules mal garés.

Une des raisons est certainement que nous sommes une des dernières communes bruxelloises à ne pas bénéficier d'agents sanctionnateur chez nos gardiens de la paix. La raison évoquée par la commune est qu'ils sont nommés et rémunérés via PAJ contrairement à d'autres communes où ils sont rattachés à un service de prévention communal. Je dois dire que je suis assez stupéfait car même les deux communes qui font partie de la zone de police ont des gardiens de la paix sanctionneurs. La commune a, il est vrai engagé un agent sanctionnateur pour vérifier notamment le respect de certains chantiers. Les gardiens de la paix sont également contraints d'appeler cette personne pour qu'il puisse constater l'incivilité et dresser un PV. Je trouve personnellement qu'il est envisageable de rendre la chose plus efficace. Des gardiens de la paix m'ont signalé qu'ils étaient parfois résolus à devoir appeler la police afin qu'ils puissent constater et sanctionner une incivilité qui l'aurait pu être par eux-mêmes. Je pense sincèrement que la police a un autre rôle à jouer.

Il est vrai que lorsque qu'on lit l'article 4 de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 « Arrêté royal fixant les conditions minimales en matière de sélection, de recrutement, de formation et de compétence des fonctionnaires et membres du personnel compétents pour constater les infractions qui peuvent faire l'objet de sanctions administratives communales Art. 4. § 1^{er}. Les personnes qui ont été désignées avant le 1^{er} janvier 2014 comme agents chargés de constater les infractions, par le conseil communal peuvent continuer à exercer cette mission. Elles doivent toutefois suivre la formation prévue à l'article 2, § 1^{er}, dans les deux ans de l'entrée en vigueur de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales. Elles sont, en outre, dispensées des modules visés à l'article 2, § 1^{er}, 3^o et 4^o, ainsi que de l'examen prévu à l'article 2, § 4. § 2. Les personnes qui ont été désignées avant le 1^{er} janvier 2014 comme agents chargés de constater les infractions, par le conseil communal, ne peuvent pas constater les infractions à l'article 3, 3^o, de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales tant qu'elles n'ont pas suivi avec succès la formation prévue à l'article 2, § 3. »

J'en viens à mes questions :

- La seule raison évoquée est-elle bien que les gardiens de la paix soient employés par PAJ ?
- Pourquoi ne faisons-nous pas passer les gardiens de la paix de PAJ à la commune ?
- Était-il nécessaire d'engager cet agent sanctionnateur ou un gardien de la paix aurait pu faire ce travail s'il y avait accès ?
- Combien de gardiens de la paix ont passé la formation de 40h pour être agent sanctionnateur ?
- Combien ont montré de l'intérêt pour cette formation ?" ;

2. la réponse qui lui est donnée par M. B. CEREXHE, bourgmestre.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

24.01.2017/A/0018 **CC - Interpellation - "Application mobile pour les gardiens de la paix" (M. Aurélien DE BAUW)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Application mobile pour les gardiens de la paix"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Aurélien DE BAUW, conseiller communal ;

ENTEND ·

1. l'interpellation de M. Aurélien DE BAUW, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du Collège, Depuis presque 2 ans Etterbeek utilise l'application créée spécifiquement pour Etterbeek par le CIRB (Centre informatique de la Région bruxelloise).

Dérivée de l'application Fix my Street destinée au grand public, l'appli est double : les problèmes de propreté sont envoyés à un agent qui centralise toutes les requêtes tandis que les problèmes de sécurité sont transmis à un agent de la prévention. En trois mois, 1.369 faits ont déjà été signalés de cette façon, indique le maire qui ajoute que le nouveau dispositif a également le mérite de motiver

les agents communaux qui n'ont pas le droit de dresser des amendes. "Ce qu'ils ont vu, ils peuvent en parler et cela entraîne un suivi immédiat même s'ils ne sont pas sanctionnateurs. Auparavant, ils devaient faire un rapport écrit qui était envoyé à leur chef et puis au service concerné..."

J'en viens à mes questions :

- Les Gardiens de la paix utilisent déjà « fix my street » pour rapporter ce qu'ils constatent de façon efficace ?

- Pourquoi ne proposerions-nous pas une application similaire ?
- Ne pourrions-nous pas créer une application pour la zone de police commune ou même au niveau bruxellois ?" ;

2. la réponse qui lui est donnée par M B. CEREXHE, bourgmestre.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

Anne-Marie Claeys-Matthys quitte la séance / verlaat de zitting
